

2 6. März 1993

L'Ambassadeur de Suisse

2310.1

16/18 Montagu Place
Londres W1H 2BQ
25 mars 1993CONFIDENTIELVisite du Premier Ministre britannique à Berne

Monsieur le Conseiller fédéral,

En prévision de la visite du Premier Ministre John Major à Berne le 5 avril prochain, je voudrais vous faire part des quelques commentaires qui, vu d'ici, me paraissent mériter l'attention.

Cette visite tombe dans une période difficile pour le Gouvernement conservateur. Depuis l'automne, les problèmes se sont multipliés : sortie en catastrophe du mécanisme de change, crise autour de la fermeture de nombreux charbonnages, retards apportés à la ratification du Traité de Maastricht par le Parlement et, surtout, récession économique persistante se sont conjugués pour rendre la vie dure au Premier Ministre. La Grande-Bretagne se trouve dans une phase de crise, voire de déclin politique et économique qui est ressentie par beaucoup de Britanniques comme dramatique. Il est frappant de constater à quel point ce pays manque de confiance en lui-même et en la capacité du Gouvernement de redresser la situation.

Face à ces défis, John Major n'a pas réussi à émerger comme un grand homme d'Etat. Son style sobre et sans couleur, son raisonnement linéaire et répétitif, parfois à la limite du simplisme, ne sont que

Monsieur le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz
Chef du Département fédéral de l'économie publique
Palais fédéral Est

3003 B e r n e**Dodis**

- 2 -

partiellement compensés par des qualités incontestables, notamment une honnêteté, une ténacité, un esprit de suite qui forcent le respect, et une fidélité à toute épreuve, peut-être même excessive, envers les membres de son Cabinet. En d'autres termes, son style "sans classe", à l'image de la société qu'il veut créer, ne saurait être plus différent du tempérament flamboyant de Margaret Thatcher, sous laquelle les contrastes sociaux se sont accentués à l'excès.

La position personnelle du Premier Ministre s'est donc considérablement affaiblie depuis la victoire des Conservateurs aux élections du mois d'avril dernier. John Major a non seulement déçu le pays mais aussi ses pairs. S'il reste au pouvoir, c'est essentiellement parce que les prochaines élections sont encore éloignées et aussi parce qu'il n'y a pas aujourd'hui au sein du Parti Conservateur une personnalité qui puisse s'imposer aux partisans des différentes tendances.

Ceci dit, il n'est pas inconcevable que la crise économique ait atteint le creux de la vague. Certes, le nombre des chômeurs a officiellement dépassé les trois millions (en réalité il y en aurait près de quatre), mais les conditions économiques de base sont loin d'être défavorables : taux d'inflation le plus bas depuis 25 ans, taux d'intérêt les plus bas depuis 15 ans et les plus bas de la Communauté, une Livre favorisant la compétitivité des produits britanniques sur les marchés internationaux. Le taux de croissance devrait donc, selon les prévisions, être à nouveau positif cette année, après trois ans de croissance négative, mais tout le monde s'accorde pour estimer que la reprise est encore aléatoire et prendra du temps.

La politique européenne constitue pour le Gouvernement Major la principale pierre d'achoppement en politique étrangère. Mes interlocuteurs au Parlement et au FCO estiment en général que le Traité de Maastricht finira par être ratifié, soit en juillet déjà, selon les optimistes, soit, plus vraisemblablement, en octobre. Rien, cependant, ne le garantit.

- 3 -

Si, en effet, les Danois devaient une fois encore rejeter le Traité, il est probable que le processus de ratification serait interrompu et que la Grande-Bretagne avancerait alors des idées pour un nouveau Traité, qui irait dans la direction de celui de Maastricht mais pas aussi loin.

Il reste à voir, par ailleurs, quel sera en fin de compte l'attitude des Travailleurs. Vu qu'une quarantaine de députés conservateurs sont irrédûctiblement hostiles à Maastricht, le Gouvernement ne peut pas gagner ce vote sans l'appui d'un certain nombre de Travailleurs et de Libéraux-Démocrates. Or, le Parti Travailleur se montre tenté de faire un lien avec le chapitre social, dont l'inclusion pourrait être mise comme condition à l'approbation du Traité. C'est à ce sujet précisément que le Leader Travailleur, John Smith, a eu récemment un long entretien avec le Président Mitterrand, auquel il semble avoir donné l'assurance que son parti, tout en faisant autant de difficultés que possible au Gouvernement, n'entendait pas assumer la responsabilité d'un échec de Maastricht.

Il y a, dans ce pays, un débat qui - comme chez nous, au Danemark, en France et ailleurs - divise profondément l'opinion quant au degré d'intégration souhaitable. A ce sujet, je voudrais signaler qu'il règne ici pas mal de confusion autour de la notion de "fédéralisme", qui est assimilée à celle de centralisme. Rarement une distinction est faite entre Fédération et Confédération et c'est au titre de son caractère "fédéraliste" que le Traité de Maastricht est dénoncé par ses opposants, notamment par Lady Thatcher, qui mène dans les coulisses une campagne acharnée pour faire échouer la ratification du Traité par le Royaume-Uni.

J'ai eu à plusieurs reprises l'occasion de souligner combien les vues de la Suisse et de la Grande-Bretagne sur l'Europe sont similaires en dépit du fait que nous n'appartenions pas à la Communauté. A Londres autant qu'à Berne, on souhaite une Europe ouverte, aussi peu centraliste et dirigiste que possible, une Europe élargie aux pays de l'Europe Centrale et de l'Est. Dans le vieux débat entre approfondis-

- 4 -

sement et élargissement, nous sommes (ou du moins étions jusqu'à présent) pratiquement du même bord.

C'est bien là la raison pour laquelle le vote du 6 décembre a provoqué ici une déception non dissimulée. On comptait sur nous comme sur un futur étroit partenaire au sein de la Communauté et on a dû se rendre à l'évidence que cette perspective avait subi un sérieux contrecoup. Il n'est pas exclu que cette déception transparaisse, avec la discrétion coutumière aux Anglais, dans les propos du Premier Ministre.

Contrairement à son prédécesseur, John Major n'a jusqu'à présent que peu cherché le contact avec la Suisse. Il a eu, en 1990, en tant que Chancelier de l'Echiquier, un bref entretien avec M. Stich dans le cadre de la campagne pour notre adhésion au FMI et, en avril 1992, un entretien plus substantiel avec M. Delamuraz au sujet de notre demande d'adhésion à la Communauté européenne. Rien n'indique au demeurant qu'il ne soit pas bien disposé envers la Suisse, car le Gouvernement britannique sait bien qu'il y a en fin de compte sur le continent peu de pays qui lui soient aussi favorables et qui se sentent aussi proches de lui que le nôtre.

Il est donc fort réjouissant que le Premier Ministre ait décidé de prendre le chemin de Berne et nous permette ainsi de cultiver le dialogue, au plus haut niveau, avec un pays qui reste pour nous un partenaire privilégié. Un tel dialogue est d'autant plus opportun qu'en l'absence de problèmes bilatéraux, il y a de nombreux problèmes communs à aborder dans la phase critique de son histoire où le continent européen se trouve en ce moment.

J'adresse une même lettre au Président de la Confédération et au Chef du Département fédéral des affaires étrangères.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

*et l'assurance de nos sentiments
de cordons.*

Franz Muheim

Franz Muheim

- 5 -

Copie :

- Secrétaire d'Etat Kellenberger
- Secrétaire d'Etat Blankart
- Ambassadeur Spinner
- Ambassadeur von Däniken
- Division politique I (M. Frunz)